



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **La commission identifie les ingrédients politiques d'une croissance réussie**

*Selon le Rapport sur la Croissance, les pays en développement peuvent atteindre une croissance rapide, durable et équitable s'ils participent à l'économie mondiale et ont des dirigeants engagés*

**Londres, 21 mai 2008** : Une croissance rapide et durable ne tient pas du miracle – elle est à la portée des pays en développement à condition que leurs dirigeants fassent preuve d'engagement et soient prêts à saisir les opportunités offertes par l'économie mondiale. Les pays en développement doivent connaître les dispositifs incitatifs et les niveaux d'investissement public nécessaires au décollage de l'investissement privé en vue d'une diversification à long terme de l'économie et d'une intégration dans l'économie mondiale. Voici les principales conclusions du rapport établi par la Commission sur la Croissance et le Développement : « *Le Rapport sur la Croissance : Stratégies pour une croissance durable et un développement inclusif* », publié ce jour.

*« En cette période de fort ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés, plusieurs pays parmi les plus pauvres au monde considèrent que la croissance est hors d'atteinte. Nous pensons néanmoins qu'il est possible d'expliquer et de reproduire une croissance forte et durable »* déclare **Michael Spence**, Président de la Commission et lauréat du prix Nobel. *« En réunissant (au sein de la Commission) des économistes et des décideurs politiques amenés par le passé à prendre des décisions difficiles pour leurs économies, le Rapport sur la Croissance offre un cadre décisionnel pour atteindre une croissance forte et inclusive. »*

'Le Rapport sur la Croissance' identifie quelques-unes des caractéristiques distinctives d'économies à forte croissance qui ont enregistré un taux de croissance supérieur à 7 pour cent sur une période de 25 ans ou plus depuis la deuxième Guerre mondiale. Il réfléchit également à la manière dont les pays en développement peuvent les « imiter ».

**Spence** affirme : *« Le Rapport sur la Croissance détruit une fois pour toutes la notion erronée selon laquelle vous pouvez sortir des personnes de la pauvreté en l'absence de croissance. Seule la croissance peut permettre une réduction significative de la pauvreté. L'Inde devrait connaître un rythme de croissance rapide pendant encore 13 à 15 ans pour rattraper le niveau actuel de la Chine, et la Chine compte encore 600 millions de personnes dans le secteur agricole qui devraient accéder à un emploi plus productif dans les zones urbaines. Compte tenu de ces perspectives, la croissance sortira encore de nombreuses personnes de la pauvreté dans les décennies à venir. »*

Le Rapport est le fruit de deux années de travail de la Commission sur les conditions d'une croissance durable et inclusive dans les pays en développement. Les travaux de la Commission ont été menés par 19 décideurs politiques expérimentés et deux économistes lauréats du prix Nobel. Les travaux de la Commission ont été soutenus par les gouvernements australien, suédois, néerlandais et britannique, par la *William and Flora Hewlett Foundation* et par le Groupe de la Banque mondiale.

Le Rapport met en avant la menace que fait actuellement peser la hausse des prix alimentaires, recommande des actions rapides pour protéger les plus pauvres contre les hausses de prix, et avertit que la malnutrition et la baisse des revenus réduiront les perspectives de croissance sur le long terme.

Les actions recommandées par le Rapport pour combattre les hausses des prix alimentaires (une fois la situation d'urgence actuelle réglée) incluent la levée des interdictions d'exportation ; des filets de sécurité plus efficaces et des mécanismes de redistribution pour protéger les personnes vulnérables contre les soudaines flambées de prix ; et une revitalisation des investissements infrastructurels pour l'agriculture. Le rapport demande également que les politiques qui favorisent les biocarburants au détriment des denrées alimentaires soient révisées et si nécessaire inversées, et que des réserves et des stocks soient constitués afin de soulager des pénuries temporaires.

En outre, le Rapport préconise l'établissement d'un mécanisme pour coordonner les politiques du nombre croissant de pays influents et sauvegarder la stabilité du système financier mondial. Compte tenu de l'importance économique croissante de nouveaux acteurs mondiaux, le document préconise un rééquilibrage des responsabilités mondiales et de la représentation.

Tandis que la crise actuelle des crédits frappe les pays développés, le Rapport souligne également l'importance d'un système financier solide dans les pays

en développement. Il prône par ailleurs la supervision du secteur bancaire afin d'instaurer des garde-fous dans l'octroi des crédits, et la suppression des contrôles de capitaux en fonction de la maturité du marché financier.

Voici d'autres conclusions importantes du Rapport :

- La croissance joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des personnes. Il est impossible aux pays pauvres de sortir de la pauvreté de larges pans de la population sans croissance. L'égalité des chances et une prise en considération des individus et des familles, l'égalité entre les sexes et la sécurité économique sont des éléments déterminants pour soutenir des politiques orientées vers la croissance.
- La croissance est un défi à long terme qui requiert de nombreux ingrédients : leadership, persévérance, endurance, pragmatisme, transparence et soutien de la population.
- La croissance nécessite une participation à l'économie mondiale pour importer des connaissances et des technologies, accéder aux marchés et générer un fort secteur exportateur – critique durant les premiers stades de la croissance.
- La croissance doit être inclusive. Le Rapport souligne l'importance du partage des bénéfices de la mondialisation avec toutes les couches de la population, en particulier les plus pauvres, et la nécessité de traiter les inégalités entre les sexes. Il souligne également l'importance de la nutrition des nouveau-nés et des enfants pour éviter des problèmes à long terme dans l'acquisition des compétences cognitives et non cognitives et s'assurer que les enfants sont mieux éduqués et deviennent ensuite plus efficaces dans le lieu de travail.
- Les ressources, en particulier la main d'œuvre, doivent être mobiles. Le Rapport recommande de combler l'écart entre les secteurs formel et informel du marché du travail, en autorisant les industries exportatrices à recruter des salariés à des conditions moins strictes que celles prévalant dans le secteur formel, mais en garantissant une protection adéquate aux salariés dans les domaines de la santé et de la sécurité, des conditions similaires de temps de travail et l'interdiction du travail des enfants. Le Rapport met en avant la nécessité de mieux gérer l'enjeu de la migration et les résultats de l'évolution démographique.
- La croissance requiert de forts taux d'investissement et le Rapport préconise des taux d'investissement (secteurs privé et public confondus) correspondant à 25 pour cent ou plus du PIB.
- L'investissement dans l'éducation et la santé est un facteur particulièrement important. La Commission préconise des recherches plus approfondies afin de mesurer les aptitudes des étudiants en lecture,

écriture et calcul, et demande la poursuite et l'intensification de la scolarisation des filles.

- L'argent servant à subventionner la consommation d'énergie dans les pays en développement est souvent dépensé à mauvais escient. Mieux vaut investir les ressources dans l'éducation et les infrastructures. Par ailleurs, le Rapport met en garde contre les subventions qui pénalisent les investissements de capitaux dans l'efficacité énergétique et peuvent influencer négativement l'évolution structurelle de l'économie.

Enfin, le Rapport soutient que les objectifs d'atténuation du réchauffement à l'horizon 2050 sont peu pratiques, et que des délais de 10 à 15 ans permettraient de mieux calculer le véritable coût d'atténuation. Le Rapport reconnaît également que les pays développés sont les plus grands émetteurs de CO<sub>2</sub> au monde, et refuse que les économies émergentes participent au coût total d'atténuation tant que leurs revenus par habitant n'approcheront pas des niveaux des pays développés.

Selon **Michael Spence** : *« La croissance repose sur des facteurs tels que le leadership, la persévérance et une participation à l'économie mondiale. Il faut également que les pays industrialisés jouent leur rôle – en stoppant les actuelles subventions à l'énergie et aux biocarburants, et en mettant un coup d'arrêt aux politiques protectionnistes qui limitent l'accès des pays en développement aux marchés mondiaux qui sont si cruciaux pour la croissance. »*

**Le Professeur Robert Solow**, lauréat du prix Nobel et membre de la Commission, déclare :

*« Voici quelques conclusions de nos travaux : la concurrence est absolument essentielle à chaque étape du développement économique ; l'accès aux marchés mondiaux est bénéfique à la fois pour les pays riches et les pays en développement ; et plus la croissance est équitable, plus elle a des chances d'être durable. Le leadership et la gouvernance n'ont un effet positif que s'ils sont soutenus par de larges pans de la population. »*

Le *Rapport sur la Croissance* reconnaît que les pays ne sont pas homogènes et que les mêmes politiques ne sont pas transposables partout. Néanmoins, il émet des recommandations spécifiques pour quatre groupes de pays : les pays africains, les petits Etats, les pays riches en ressources et les pays à revenus moyens où la croissance est en panne. Voici quelques-unes des recommandations du Rapport :

- Les pays industrialisés devraient financer le développement de l'enseignement supérieur en Afrique afin d'endiguer la fuite des cerveaux. Le rapport recommande également que les pays industrialisés accordent des tarifs douaniers préférentiels, limités dans le temps, sur les exportations de produits manufacturés des pays africains afin de les aider à surmonter les obstacles liés à leur retard.
- Dans les petits Etats, le *Rapport sur la Croissance* recommande une plus grande intégration économique régionale et une union politique partielle, avec un partage de services publics, ce qui permettrait de réduire les coûts par habitant élevés liés à une gouvernance efficace. Le Rapport indique que la bonne gouvernance peut également servir de fondement à la construction d'une coopération et d'une intégration régionales.
- Une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources passe par une plus grande transparence de l'utilisation des recettes tirées des ressources naturelles et par un plus grand équilibre entre les revenus des entreprises exploitant les ressources et des gouvernements.
- Un investissement accru dans l'enseignement supérieur et l'innovation afin de favoriser une transition entre des niveaux de revenus moyens et des niveaux de revenus élevés.

Le Vice-président de la Commission, **Danny Leipziger**, ajoute : « *Nous sommes parfaitement conscients qu'il n'existe ni de solution miracle pour créer une croissance durable et inclusive, ni de paradigme unique. Néanmoins, la Commission a cherché à identifier les ingrédients indispensables qui, comme l'a dit le Professeur Solow, composent une recette de croissance propice à un développement inclusif.* »

Le *Rapport sur la Croissance* a été publié ce jour à Londres, au Caire, au Cap, à New York et à St. Kitts et fera l'objet de nombreuses discussions régionales dans les semaines à venir.